La place du Luxembourg dans le complexe militaro-sécuritaire israélien

En octobre de l'année passée, Facebook a intenté un procès contre l'entreprise de surveillance NSO pour avoir illégalement espionné plus de 1.400 utilisateurs américains de son application Whatsapp. NSO, entreprise israélienne dont l'actionnaire principal actuel Novalpina Capital a son siège au Luxembourg, aurait infiltré les portables grâce à un logiciel sophistiqué baptisé "Pegasus" qui permet à un acteur externe de prendre contrôle total de l'appareil sans laisser de traces. L'agent infiltré est ainsi en mesure d'allumer la caméra et l'enregistreur audio, de géo localiser le propriétaire, de lire et d'écrire des messages et de gagner accès à toutes les données sauvegardées sur le téléphone.

NSO opère depuis le Luxembourg à travers plusieurs filiales - dont les deux sociétés les plus notoires s'appellent *OSY Technologies* et *Q Cyber Technologies*. La maison-mère, tout comme ses filiales, est gérée par des ex-militaires ayant des contacts étroits avec les services secrets internationaux. Parmi les conseillers principaux de NSO on retrouve l'ancien ambassadeur de France en Israël et aux États-Unis Gérard Araud, l'ancien secrétaire de la sécurité intérieure des États-Unis Tom Ridge ou encore Buky Carmeli, l'ancien chef de la cyber sécurité israélienne.¹ Le conseil d'administration de *OSY Technologies*, quant à lui, comptait parmi ses membres le général américain Michael Flynn - directeur de longue date de l'agence de renseignement militaire DIA (Defense Intelligence Agency) et ancien conseiller de sécurité nationale de Donald Trump.²

Un marché florissant

C'est à travers sa filiale *Q Cyber Technologies* que NSO aurait vendu le logiciel Pegasus à des clients en Arabie Saoudite. Ceux-ci s'en sont servis pour traquer le journaliste dissident saoudien Jamal Khashoggi avant de le torturer, assassiner et morceler le 2 octobre 2018 dans l'ambassade saoudienne à Istanbul - vraisemblablement sous ordre du gouvernement de Riyad.³ Si le cas Khashoggi a causé des remous à travers le monde, d'autres abus facilités par Pegasus ont attiré moins d'attention dans les médias internationaux. Le logiciel aurait été utilisé pour cibler et brutalement réprimer des journalistes, avocats et défenseurs de droits de l'homme notamment au Mexique, au Panama, en Inde, et au Maroc.⁴

Au vu de ces abus récurrents, la députée israélienne Tamar Zandberg ainsi que la section israélienne d'Amnesty International ont appelé leur gouvernement à suspendre la licence d'exportation de NSO. Cette demande a été rejetée promptement. Après tout, le secteur de

¹ <https://www.nso-group.com/about-us/senior-advisors/>

² Giocomeni, Laura, „Flynn's Gehalt aus Luxemburg“, dans: *Tageblatt*, 03.04.2017. URL:

<https://www.tageblatt.lu/nachrichten/flynn-gehalt-aus-luxemburg-24768143/>

Après trois mois seulement, Flynn a été forcé de quitter le poste de conseiller de sécurité nationale suite à des révélations concernant des négociations secrètes qu'il aurait eu avec la Russie à l'insu de l'administration Trump.

³ Voir p. ex.: s.n., „Israelische Spionage-Software über Luxemburg an Saudi-Arabien verkauft“, dans: *Zeitung vom Lëtzebuurger Vollék*, 12.12.2018.

⁴ Voir surtout les rapports du groupe de recherche canadien *Citizen Lab*, à l'origine des révélations sur NSO. (<https://citizenlab.ca/2019/10/nso-q-cyber-technologies-100-new-abuse-cases/>)

défense et de (cyber-)surveillance constitue désormais un des piliers principaux de l'économie israélienne. Les produits militaires sont très prisés à travers le monde puisqu'elles sont mises en pratique sur les différents champs de bataille au Moyen-Orient. Lors des foires internationales de technique militaire, le secteur armurier d'Israël se vante en effet du fait que l'efficacité de ses armes est testée lors des continuelles interventions israéliennes en Palestine.⁵ Cette stratégie de marketing semble avoir un certain succès - du moins auprès de l'Union Européenne et de plusieurs de ses états membres.

Le cas Elbit Systems

L'exemple de Elbit Systems, le plus grand armurier israélien, en est une illustration parfaite. Proche du Ministère de la Défense israélienne, Elbit est profondément impliqué dans l'appareil de surveillance, de répression et d'apartheid auquel est quotidiennement livré le peuple palestinien. Ses usines fabriquent des armes dont l'utilisation se trouve légalement dans une zone grise ou est carrément illégale d'après le droit international. Tel est par exemple le cas pour les munitions à phosphore blanc ou les armes à sous-munitions - utilisées durant les offensives israéliennes contre le Liban et Gaza en 2006 et 2009. Cela n'a pourtant pas empêché certains pays européens - dont le Luxembourg - de nouer des liens commerciaux étroits avec Elbit.

L'année dernière Elbit Systems et Israel Aerospace Industries - un autre fournisseur privilégié de l'armée israélienne - ont tous les deux remporté des contrats pour surveiller la Méditerranée par voie de drones afin d'empêcher les flux de migration. Ces drones aussi avaient été testées auparavant lors d'interventions dans la bande de Gaza.⁶ Quelques années plus tôt, en 2015, les pays du Benelux ont conclu un contrat de 150 millions US\$ avec Elbit pour la production d'équipement digital baptisé "Smart Vest". Ce projet, qui s'étire sur une période de cinq ans et qui devrait donc prendre fin cette année, vise à développer des systèmes électroniques avancés destinés aux fantassins. Dans le cadre de ce projet, le Luxembourg se verra attribuer plusieurs centaines de gilets militaires signés Elbit.⁷

Tandis que l'armée luxembourgeoise est approvisionnée par Elbit Systems, le Fonds de Compensation luxembourgeois a décidé de placer ladite entreprise sur une liste d'exclusion en raison de sa production "d'armes controversées", qui viole les conventions internationales signées par le gouvernement luxembourgeois.⁸ Mais la collaboration luxembourgeoise avec le géant de l'armurerie israélienne - qui a d'ailleurs une filiale au Grand-Duché nommée Elbit Ultrasound - ne s'arrête pas à l'acquisition de matériel militaire pour l'armée nationale. De 2015

⁵ Sadeh, Shuki, "For Israeli arms makers, Gaza war is a cash cow", dans: *Haaretz*, 11.08.2014. URL: <https://www.haaretz.com/gaza-war-is-arms-industry-cash-cow-1.5258893>

⁶ Howden, Daniel; Fotiadis, Apostolis; Loewenstein, Antony, "Once migrants on Mediterranean were saved by naval patrols. Now they have to watch as drones fly over", dans: *The Guardian*, 04.08.2019. URL: <https://www.theguardian.com/world/2019/aug/04/drones-replace-patrol-ships-mediterranean-fears-more-migrant-deaths-eu>; voir également la question parlementaire du 12.02.2020 adressée par le député européen Marc Botenga à la Commission. URL: https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/E-9-2020-000833_FR.html

⁷ Valpolini, Paolo, "The Netherlands: VOSS close to delivery", dans: *European Defence Review On-Line*, 20.10.2018. URL: <https://www.edrmagazine.eu/the-netherlands-voss-close-to-delivery>

⁸ <https://www.fdc.lu/investissement-socialement-responsable/?L=0>. La dernière version complète de la liste d'exclusion, qui contient 129 entreprises du monde entier, se trouve sur le site web du FDC: https://www.fdc.lu/fileadmin/file/fdc/Exclusion_list_20191121.pdf#pageMode=bookmarks

à 2018, l'Université de Luxembourg et l'aéroport du Findel ont participé au projet de recherche FlySec en coopération étroite avec Elbit Systems. Ce projet de recherche vise à assurer la sécurité dans les aéroports en faisant recours à la vidéo-surveillance dite "intelligente" pour analyser le comportement des passagers et les classer "en fonction de leur niveau de risque (réduit, normal et renforcé)".⁹ Dans le cadre de ce projet de surveillance, Elbit s'est vu verser plus de 400.000 € par l'UE. Évidemment, avec toutes ces prérogatives, le gouvernement israélien n'a aucune raison de changer ses pratiques et de respecter le droit international.

Initiative pour un devoir de vigilance

Quelle responsabilité incombe donc au Luxembourg dans la surveillance, voire le meurtre, de civils à travers le monde? C'est ce qu'a voulu savoir le député David Wagner du parti de gauche Déi Lénk dans sa question parlementaire adressée au Ministre des Affaires Étrangères et Européennes Jean Asselborn et au Ministre de l'Économie Etienne Schneider. Interpellé par l'assassinat du journaliste Jamal Khashoggi et par le rôle qu'ont joué les entreprises de surveillance domiciliées au Grand-Duché, Wagner a interrogé les Ministres sur les mesures que le gouvernement entendait prendre contre de telles infractions. Il s'est vu forcé de répéter trois fois cet exercice en raison des explications évasives. Dans leur réponse commune du 19 février 2019 les ministres Asselborn et Schneider ont poussé la balle dans le camp israélien en précisant que l'entreprise en question était soumise aux procédures administratives israéliennes et que le gouvernement luxembourgeois n'avait aucune intention d'intervenir auprès des autorités de l'État hébreu. Si, comme le laissent entendre Asselborn et Schneider, le Grand-Duché possède depuis 2018 un "cadre légal fort" pour surveiller l'exportation, le transit et le courtage de matériel de sécurité, l'affaire Khashoggi montre tout de même que ladite loi n'est pas toujours respectée, voire qu'elle présente des lacunes sérieuses.

Les deux ministres ont néanmoins ajouté que le gouvernement s'est "engagé à étudier la possibilité de légiférer sur le devoir de diligence pour les entreprises domiciliées au Luxembourg".¹⁰ Une telle loi obligerait lesdites entreprises à s'assurer de ne pas se rendre complices de violations des droits de l'homme par voie de leurs activités commerciales. Son introduction est revendiquée depuis deux ans par un consortium d'ONGs luxembourgeoises nommée justement "Initiative pour un Devoir de Vigilance au Luxembourg".

Une telle loi pourrait contribuer, si pas à éliminer, au moins à réduire la participation du Grand-Duché dans le complexe militaro-sécuritaire d'Israël.

⁹ Université du Luxembourg, "La fin des longues files d'attente et des mesures de sécurité contraignantes". URL: <https://www.science.lu/fr/le-systeme-securite-des-aeroports-haute-technologie-flysec/fin-des-longues-files-dattente-des-mesures-securite-contraignantes>

¹⁰ Réponse commune de Monsieur le ministre des Affaires étrangères et européennes et de Monsieur le ministre de l'Économie à la question parlementaire n° 195, déposée le 22 janvier 2019, par l'Honorable Député Monsieur David Wagner.